

6 Suisse



A l'occasion des 500 ans de la Réforme, de nombreux événements lui seront consacrés cet automne. La Galerie des Offices, à Florence, organise une exposition sur les «visages» de la Réforme. Ici, le portrait de Bartolomeo Panciatichi, par Agnolo Bronzino. (MAURIZIO DEGLI INNOCENTI)

«Une religion trop libérale aura du mal à survivre»

RELIGION Jörg Stolz, sociologue des religions à l'Université de Lausanne, analyse la désaffection des Eglises – réformées ou catholiques. Et le succès de l'évangélisme protestant

PROPOS RECUEILLIS PAR CÉLINE ZÜND
@celinezund

Au cours des dernières années, le sociologue des religions Jörg Stolz s'est penché sur une population en constante expansion en Suisse depuis les années 1960: les sans-confession. L'abandon de l'Eglise se fait souvent par simple désintérêt. Il s'explique aussi par la concurrence toujours plus forte de l'offre séculière: les psychologues, l'Etat providence ou la médecine ont pris le pas sur le pasteur, explique le chercheur. Dans ce contexte de déclin des Eglises, ce sont les mouvements très fermés sur eux-mêmes comme les évangéliques qui s'en sortent le mieux.

Les protestants fêtent ce 31 octobre les 500 ans de la Réforme, mais les églises n'ont jamais été aussi vides. Assiste-t-on à une crise? La sécularisation des sociétés occidentales est un processus à long terme et l'un des phénomènes les plus marquants des septante dernières années. S'il y a une crise, elle remonte à 1960. A cette époque, les sans-confession émergent. Aujourd'hui, ils représentent déjà 22% de la population suisse. Chaque génération est moins religieuse que la précédente.

Comment devient-on sans-confession? Il y a surtout deux mécanismes. Le premier est la désaffiliation. Beaucoup de personnes se désaffilient parce qu'elles ne s'intéressent plus à la religion, ou parce qu'elles ne veulent pas payer les impôts ecclésiastiques. L'autre tendance consiste à ne plus baptiser ses enfants. Souvent, les deux partenaires n'ont pas la même religion alors, au lieu de choisir, on abandonne le rituel.

Ce n'est pas un mouvement organisé... Le fait d'être sans-confession n'est pas un trait fortement identitaire pour la grande majorité d'entre eux. Cependant, il existe un petit groupe de «sécularistes organisés», en Suisse, constitué d'environ 2000 personnes. Il s'agit par exemple des libres-penseurs, des sceptiques ou encore de l'IG Stiller, un groupe suisse allemand qui s'oppose aux cloches des églises.

Quelles sont les causes de cette sécularisation? Les raisons sont sources de débats. Ce qui est certain, c'est que la modernisation crée de nombreuses alternatives séculières, qui peuvent se substituer



JÖRG STOLZ
SOCIOLOGUE DES RELIGIONS
À L'UNIVERSITÉ
DE LAUSANNE

fonctionnellement au religieux. Les religions pouvaient traditionnellement donner de la sécurité, interpréter le monde, apporter de la consolation. Mais, aujourd'hui, on a l'Etat providence, qui donne de la sécurité. La science qui interprète le monde. Et les psychothérapeutes qui apportent de la consolation. Face à une telle concurrence, les religions se trouvent sur la défensive.

Quelles sont les conséquences du retrait du religieux? On assiste certainement à l'érosion d'une certaine culture religieuse. Mais ce que l'on constate, c'est que les valeurs pro-sociales – ne pas mentir, ne pas voler, ne pas tricher, etc. – restent importantes, même si les gens vont moins à l'église. La société peut bien fonctionner même sans religion.

INTERVIEW

La sécularisation touche-t-elle seulement les sociétés occidentales? Non, il semble que, de manière générale, la sécularisation va avec la modernisation: plus un pays se modernise, plus il se sécularise. Paradoxalement, le monde entier devient quand même plus religieux parce que les pays peu modernisés connaissent une natalité beaucoup plus élevée que les pays modernisés. Du point de vue mondial, le christianisme est en croissance, surtout en Afrique et en Asie. Les religions qui montent aujourd'hui sont le pentecôtisme – une branche de l'évangélisme – et l'islam. Selon les pronostics du Pew Research Center, l'islam pourrait devenir la première religion dans le monde à partir de 2070. Ces religions sont en croissance pour des raisons surtout démographiques: elles croissent là où leurs membres ont beaucoup d'enfants.

L'évangélisme, en Suisse aussi, s'en sort mieux que le protestantisme traditionnel. Pourquoi? Ils ont plus d'enfants que la moyenne et ils se défendent davantage contre les alternatives séculières. Les évangéliques mettent l'accent sur la socialisation religieuse de leurs enfants, ils font en sorte qu'ils aient des contacts avec d'autres familles évangéliques. Ils régulent l'accès à Internet, à la télévision, aux médias, pour les éloigner des alternatives qui pourraient entrer en concurrence. Les protestants traditionnels, eux, sont plus libéraux et ouverts sur le monde extérieur. Leurs enfants sont plus

exposés à la concurrence d'autres influences, ils vont donc se séculariser plus facilement.

Une religion trop libérale est-elle vouée à disparaître? Oui, si le libéralisme est poussé tellement loin qu'une religion ne se distingue que peu de la société sécularisée environnante, elle aura du mal à survivre. Etre membre ne voudra alors plus dire grand-chose.

Peut-on parler d'un retour du religieux, avec les mouvements évangéliques? Il est vrai que les évangéliques représentent autour de 25-30% de la population américaine. Mais ils arrivent tout juste à se maintenir. On assiste au même phénomène de sécularisation aux Etats-Unis qu'en Europe, avec désormais 20% d'individus sans confession.

Qu'est-ce qui distingue les évangéliques américains des suisses? Aux Etats-Unis, les évangéliques représentent une partie importante de l'électorat et donc une force politique de tout premier ordre. Leur soutien massif est une des raisons du succès de Donald Trump lors de la présidentielle – en dépit du fait que Trump est tout sauf croyant. En Suisse par contre, les évangéliques restent, avec environ 2% de la population, très minoritaires et ne peuvent pas véritablement influencer la politique. Aux Etats-Unis, les évangéliques sont d'ailleurs politiquement beaucoup plus conservateurs que leurs frères et sœurs suisses.

La sécularisation conduit-elle à reléguer la religion au statut d'affaire privée? En Suisse, la religion n'a jamais vraiment été reléguée à la sphère privée. La grande majorité des cantons ne connaissent pas de séparation entre Eglise et Etat. Les églises réformées et catholiques y sont reconnues comme des institutions de droit public. Or, le fait qu'il y ait de plus en plus de personnes sans confession et d'autres religions en Suisse tend à affaiblir la légitimation de ce lien entre Eglise et Etat.

Austère, moralisateur, laborieux: y a-t-il du vrai derrière le cliché qui colle au protestant? Oui, il y a du vrai. Le sociologue Max Weber a bien décrit l'ascétisme intra-mondain qui caractérise l'éthique protestante: travailler dur, être discipliné, chercher à satisfaire de hauts standards moraux, éviter le luxe, ne surtout pas se vanter. Les calvinistes comme les zwingliens ont propagé cette culture, que l'on perçoit encore aujourd'hui dans certains milieux, par exemple à Zurich ou à Genève. Si je pense à mon propre père, un protestant très à cheval sur la valeur du travail, je me dis que j'ai eu un exemple de cette manière de voir le monde à la maison! ■

Quand le syndicat Unia implore l'évêque Morerod

GENÈVE Deux EMS, gérés par une association catholique, font face à un conflit social. En cause: une restructuration annoncée. Le syndicat a décidé de quérir le soutien de Charles Morerod

LAURE LUGON ZUGRAVU
@LaureLugon

REPÈRES

Le 31 octobre 1517, date à laquelle Martin Luther afficha ses 95 thèses contre le commerce des indulgences sur la porte de l'église de Wittenberg (électorat de Saxe, actuel Land de Saxe-Anhalt en Allemagne), a été retenu comme élément fondateur de la Réforme. LT

C'est un peu le pari de Pascal du syndicaliste. Pour défendre une trentaine de salariés de deux EMS genevois, Notre-Dame et Plantamour, le syndicat Unia Genève en appelle à l'évêque de Lausanne, Genève et Fribourg, Mgr Charles Morerod. Dans une lettre, Unia développe les raisons de sa colère et demande au prélat son soutien.

Une démarche peu banale, les syndicats nourrissant à l'endroit de l'Eglise une méfiance historique. «Mais tous les moyens sont bons, surtout si, par hypothèse, l'évêque nous prête une oreille attentive, rétorque Giulia Willig, secrétaire syndicale chargée des EMS. Nous ne sommes pas opposés par principe à faire appel à l'Eglise, puisque ces EMS sont gérés par l'association Notre-Dame de la Compassion.» Bien mal nommée pour le coup, à en croire le syndicat.

Quel conflit justifie-t-il cette prière? Une restructuration qui laisse présager le pire, selon Unia. La direction des deux EMS a en effet décidé récemment d'externaliser les services hôteliers de ces deux homes pour personnes âgées à la société Adalia Senior Services. Des femmes de chambre, des lingères et des employées de cafétéria verront donc leurs contrats transférés à cette nouvelle société. Et Unia a tout lieu de croire que ce personnel en pâtira, même si Giulia Willig concède que «la société a l'obligation de ne pas baisser les salaires et de ne pas licencier pen-

dant un an». Quoi qu'il en soit, ces employés seraient alors soumis à la convention collective de travail de l'hôtellerie-restauration, dont les salaires minimums sont de 3417 francs mensuels, alors qu'ils touchent aujourd'hui entre 4029 francs et 5600 francs en fin de carrière.

Tracts à l'heure de la messe

La semaine dernière, le personnel a donc procédé selon l'usage syndical: 16 personnes se sont mises en grève – laquelle se prolonge cette semaine – et se sont fendues d'une lettre au patron. Lequel se trouve être un abbé. Comme celui-ci n'a pas répondu, Unia s'est montré inventif: les grévistes ont investi dimanche dernier le parvis de Notre-Dame, à Cornavin, à l'heure de la messe: «Des paroissiennes, surtout, nous ont exprimé leur soutien, et nous ont suggéré d'écrire à l'évêque, qui aurait un potentiel d'écoute plus sensible», relate la responsable syndicale.

Contacté, celui-ci avoue une certaine perplexité devant ce courrier peu banal: «Il y a sur le territoire du diocèse des centaines d'associations et de fondations, dont j'ignore généralement l'existence bien qu'elles aient un lien historique avec des congrégations religieuses ou des paroisses. Mais il ne m'appartient pas d'intervenir dans la gestion de ces institutions parfaitement indépendantes.»

Prudent, le syndicat ne s'en remet pas uniquement aux voies du Seigneur. Alors que la grève se poursuit en ce début de semaine, il espère que des résolutions seront déposées par des députés, et appelle d'ores et déjà la population à un rassemblement, jeudi, devant le Grand Conseil. Plus classique et moins iconoclaste que la tentative de transformer l'évêque en grand patron. ■

Plainte pénale déposée contre Rémy Pagani

GENÈVE Le MCG estime que le maire doit être poursuivi pour abus d'autorité dans l'affaire de la brochure trop partielle. Le parti réclame aussi 25 000 francs pour ses frais de campagne liés au scrutin annulé

Comme si la tourmente politique et la procédure disciplinaire ne suffisaient pas. Le Mouvement Citoyens genevois (MCG) a déposé plainte pénale contre le maire Rémy Pagani pour abus d'autorité dans l'affaire de la brochure trop partielle ayant compromis la votation municipale sur les coupes budgétaires.

Cette plainte, rédigée par Me Romain Jordan, a été adressée le 24 octobre dernier au procureur général Olivier Jornot. Après avoir rappelé les faits ayant abouti à l'annulation du scrutin, le MCG évoque un dommage de 98 000 francs pour la collectivité qui doit payer l'ardoise de ce cafouillage et veut se constituer partie plaignante pour récupérer les 25 000 francs que lui a coûté sa propre campagne.

Selon les plaignants, le comportement adopté par Rémy Pagani dans le cadre de l'élaboration de la brochure «est sans nul doute constitutif d'un abus de pouvoir». Au mépris de l'intérêt des citoyens et dans le seul but d'avantager son propre parti Ensemble à gauche, il aurait manœuvré pour concocter une présentation partielle destinée à orienter les votes. Pour ce faire, il aurait usé de ses prérogatives officielles «en dépassant les limites autorisées», «allant jusqu'à agir dans le dos de ses

collègues afin de ne pas être stoppé dans son entreprise». Le MCG propose encore, à titre subsidiaire, l'infraction de gestion déloyale des intérêts publics. En influençant négativement l'élaboration de la brochure, Rémy Pagani aurait compromis la confiance des citoyens dans l'objectivité de l'exécutif.

«Curseur sévère»

En guise de conclusion, la plainte rappelle que le Ministère public s'est toujours montré rigoureux en matière de dérapages politiques. Il rappelle l'affaire des Grands-Esserts à Veyrier ou encore celle d'un employé de la Ville de Carouge mis en prévention pour avoir demandé à une collègue de lui recoudre son pantalon de costume durant ses heures de travail. «A l'aune de ce curseur particulièrement sévère, on ne saurait comprendre que les agissements de Rémy Pagani ne fassent pas l'objet d'une enquête pénale complète et sérieuse», ajoute le texte tout en sollicitant une perquisition des courriels du maire afin de savoir si des tiers ont participé à la rédaction de la brochure querellée.

Le Ministère public, par la voix de son porte-parole Henri Della Casa, n'a pas de déclaration à faire sur ce cas particulier. De telles infractions étant poursuivies d'office, on imagine que le procureur général n'aurait pas attendu le MCG pour ouvrir une procédure si le caractère pénal de ce dossier s'était imposé. De son côté, Rémy Pagani, qui ne sait rien de cette plainte, ne s'exprime pas davantage. ■ FATI MANSOUR